

Ouyahia et Saadani en précampagne

Page 3

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Onzième année - N° 3986 - Dimanche 2 octobre 2016 - Prix : 10 DA

53^e anniversaire de la création du FFS/
Meeting de Bouchafa à Tizi Ouzou

«Nous ne pouvons sortir de la
crise que par le consensus national»

Page 24

Abdelmalek Boudiaf :

Le projet de la nouvelle loi sur la santé «est moderne et consensuel»

Page 3

Premier bilan de l'intervention russe en Syrie

Par Mohamed Habili

Le régime syrien était en train de tomber au moment où la Russie, partie prenante au conflit depuis ses débuts, est intervenue directement, notamment par le truchement de son aviation, pour empêcher sa chute. Exactement une année après, l'armée syrienne, toujours épaulée de ses alliés russes, iraniens, irakiens et libanais, est parvenue à redresser la situation à son avantage, encore que d'une façon inégale d'une région à l'autre, mais sans réaliser à aucun moment une percée définitive sur aucun des fronts où elle est engagée. La bataille d'Alep, toujours recommencée, depuis juillet 2012, est l'image même d'une guerre sans précédent, tout à la fois civile, régionale et mondiale, mais qui jusqu'à présent ne s'est déroulée concrètement que sous sa première dimension. Il y a seulement une semaine, après la reprise des combats à la fin d'une trêve qui pourtant avait semblé tenir la route, on pouvait encore croire que l'offensive lancée par les forces syriennes, contrairement aux fois précédentes, allait leur donner enfin la première grande victoire décisive pour la suite des opérations. Les combats se poursuivent avec la même intensité à l'heure qu'il est, mais les groupes rebelles, comme tétanisés les premiers temps par la puissance des bombardements qu'ils subissaient, sont depuis repartis à l'assaut sur plusieurs points, parvenant ici et là à briser l'encercllement qui se refermait sur eux, menaçant même à certains endroits d'assiéger leurs assiégeants.

Suite en page 3

Clôture de l'université d'été du MPA

Amara Benyounes décline ses défis et priorités



Le secrétaire général du Mouvement populaire algérien (MPA), Amara Benyounes, qui a annoncé que son parti prendra part aux prochaines élections législatives, assure qu'il mènera la campagne sur la base d'un programme et non dans un esprit de régler des comptes avec quiconque, appelant les partis à relever le niveau du débat politique pour éviter le risque de pousser les Algériens vers l'abstention.

Page 2

Modernisation du secteur touristique

Les ressources humaines, principale lacune

Page 4

Exposition collective «Al-Tibak»

Des artistes contemporains exposent à Alger

Page 13

Clôture de l'université d'été du MPA

Amara Benyounès décline ses défis et priorités

■ Le secrétaire général du Mouvement populaire algérien (MPA), Amara Benyounès, qui a annoncé que son parti prendra part aux prochaines élections législatives, assure qu'il mènera la campagne sur la base d'un programme et non dans un esprit de régler des comptes avec quiconque, appelant les partis à relever le niveau du débat politique pour éviter le risque de pousser les Algériens vers l'abstention.

Par Louiza Ait Ramdane

En marge de la clôture de l'université d'été, le secrétaire général du Mouvement populaire algérien (MPA), Amara Benyounès, a annoncé la participation de son parti «dans les 48 wilayas». Il a fait savoir que sa formation politique se prépare dès maintenant pour les prochaines élections, précisant qu'il mènera la campagne sur la base d'un programme non dans un esprit de régler des comptes avec quiconque. «Nous n'avons de compte à régler avec personne, ni avec aucun parti, ni aucune institution», a-t-il rassuré, rappelant que le programme de son parti est basé sur une approche économique dont la finalité est de relancer l'économie nationale. «C'est pour cette raison que le MPA ne se rabattra pas un jour au niveau de diffamer ou insulter, comme c'est le cas de certains partis politiques».

Il a souligné, par la même occasion, que le congrès national, prévu les 2 et 3 décembre prochain, «constituera une étape importante dans la préparation de ce rendez-vous électoral». Après la tenue de ce congrès, la liste électorale sera désignée pour les 48 wilayas, a-t-il ajouté. Il a exhorté, à cet effet, les militants et les cadres du parti à «préparer ce congrès comme il se doit et venir avec des propositions concrètes pour les problèmes des Algériens afin de réussir la campagne électorale qui sera axée sur les thèmes économiques».

À la question de savoir pourquoi son parti reste toujours en dehors des alliances politiques, la réponse du SG du MPA a été simple et claire. «Nous sommes un parti qui soutient le président de la République». «Le MPA partage beaucoup de valeurs et autres points positifs sur le volet économique». Pour lui, ne pas compter sur d'autres partis politiques pour présenter son programme

ne signifie guère qu'il rejette l'opposition, appelant les médias à renvoyé la question à l'opposition.

La réponse de Benyounès à Belaïb

En réponse aux dernières déclarations du ministre du Commerce, Bakhti Belaïb, sur la corruption qui gangrène son secteur, un legs laissé, à ses dires, par ses prédécesseurs, l'ex-ministre du Commerce, Amara Benyounès, répond : «Je défie qui que ce soit en Algérie de m'accuser de corruption à l'époque où j'étais ministre du Commerce ou en tant que secrétaire général du MPA». L'ex-ministre du Commerce estime qu'un ministre incapable de faire face aux lobbies doit démissionner. «En tant que ministre, il est impossible que j'accepte un lobby dans mon secteur. Si en tant que ministre je ne peux pas faire face à un lobby, je démissionne».

«Quand quelqu'un dénonce, il doit donner les solutions. Je n'ai aucun commentaire à faire en ce qui concerne les affaires de corruption». «Je ne parle de personne, je donne ma vision et ma perception des choses. Je n'accepterai jamais un lobby dans mon secteur», a-t-il conclu.

Le retour à l'endettement extérieur, une fatalité

Au chapitre économique, Amara Benyounès a réitéré son appel pour la révision de la règle 49/51 et du droit de préemption et une reconsidération des subventions publiques. Il s'est dit favorable à l'endettement extérieur «pour peu qu'il finance l'investissement». «S'endetter pour investir oui, mais s'endetter pour consommer c'est là que se pose le problème», explique-t-il. «Pour relancer l'économie nationale, il est néces-



Ph/E. Soraya/J.A.

saire de lever certains obstacles qui entravent cet objectif», a-t-il soutenu, préconisant la facilitation de l'accès des investisseurs au foncier, mais aussi en réformant le système bancaire et en encourageant la formation.

Le premier responsable du MPA a estimé qu'il faut éviter d'apporter des réponses politiques et administratives à des questions économiques».

Le secrétaire général du MPA a salué, par ailleurs, l'accord conclu récemment à Alger, lors de la réunion de l'Organisation des pays producteurs de pétrole, permettant la limita-

tion de la production entre 32,5 et 33 millions de barils par jour.

Interpellé sur l'importation des véhicules d'occasion de moins de trois ans annoncée par Bakhti Belaïb puis abandonnée à l'issue d'un Conseil de gouvernement, Amara Benyounès a rappelé une proposition qu'il avait faite en 2014. «J'ai proposé d'importer tous les véhicules mais avec un cahier des charges précis», a-t-il déclaré. «Pourquoi oblige-t-on les Algériens, surtout ceux qui n'ont pas les moyens, d'acheter des voitures neuves ?», s'est-il interrogé.

L. A. R.

Le Forum préconise de revisiter la gouvernance des dispositifs

Le FCE décidé à booster l'entrepreneuriat féminin

Le secteur de l'entrepreneuriat féminin peine à prendre son envol en Algérie. Les femmes luttent davantage pour rompre avec leur rôle d'antan, celui de la bonne ménagère. Des efforts sont consentis par le gouvernement et ses partenaires pour permettre à l'entrepreneuriat féminin de sortir de cette léthargie afin d'occuper une meilleure place dans notre société et de jouer pleinement son rôle. Encourager le développement de l'entrepreneuriat féminin jusqu'à l'intégrer dans la vie économique et sociale du pays comme donne courante, tel est l'objectif de la vice-présidente du FCE, Nacera Haddad. S'exprimant lors de la 2^e édition de l'université d'été du Forum des chefs d'entreprise, l'experte en entrepreneuriat et chef d'équipe a fait observer que «le taux d'entrepreneuriat féminin est de 12% en Algérie». «Actuellement, les femmes algériennes représentent 12% du monde de l'entrepreneuriat», a-t-elle fait savoir. Selon elle, revisiter la gouvernance des dispositifs constitue un levier déterminant pour améliorer l'insertion des femmes dans la vie économique et particulièrement dans le monde de l'entrepreneuriat. «La nouvelle Constitution a consacré la parité économique et permis à la femme algérienne de disposer de toutes ses chances pour accéder au marché de l'emploi et au monde entrepreneurial», a précisé la vice-présidente du FCE. Soulignant l'importance de la formation universitaire, elle a, dans ce sens, révélé que «l'orientation des filles vers des filières leur permettant d'acquérir une culture entrepreneuriale, constituait désormais un axe de travail primordial pour le FCE». Elle a assuré, par ailleurs, que le FCE s'engageait à développer et promouvoir avec la participation de la

société civile, l'entrepreneuriat des femmes et des jeunes, affirmant que l'entrepreneuriat demeurerait «la clé pour un développement économique durable». Au cours de ce panel, plusieurs femmes chefs d'entreprise, activant dans divers créneaux d'activité, ont apporté leur témoignage sur l'entrepreneuriat féminin en Algérie. La 2^e édition de l'université d'été du FCE a été ouverte à l'hôtel Marriott en présence des ministres de l'Industrie et des Mines, Abdeslem Bouchouareb, le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Abdeslem Chelghoum, le Secrétaire général de l'Union nationale des travailleurs algériens (UGTA), Abdelmadjid Sidi Said, aux côtés d'une centaine de chefs d'entreprise et d'experts en économie et a abordé, sous forme de conférences et de témoignages, des thèmes divers liés au monde économique. La législation régulant la création des entreprises, le financement des projets, la stratégie de l'exportation, l'entrepreneuriat féminin et le rôle de l'Etat et des parties prenantes dans le processus de transformation économique étaient au centre des travaux de l'université de l'été du FCE. Au cours de cette université, le président du FCE, Ali Haddad, a salué les efforts consentis par la diplomatie algérienne à l'issue de la réunion informelle de l'Opep, tenue à Alger, qui a débouché sur une réunion extraordinaire et une décision de stabiliser le marché du pétrole. «Cet accord laborieux a été obtenu grâce à l'aura diplomatique de l'Algérie qui a toujours su user des arbitrages nécessaires et de ses grandes capacités de négociations pour faire aboutir les démarches consensuelles», a indiqué, dans la foulée, Ali Haddad.

Meriem Benchaouia

Freinez en douceur

FORFAIT FREINAGE
CHANGEMENT DE VOS PLAQUETTES AVANT
À PARTIR DE

4900 Da*
/TTC*

DACIA GROUPE RENAULT

www.dacia.dz | Pensez grand

*OFFRE VALABLE SELON MODÈLE DU VÉHICULE DANS LE RÉSEAU PARTICIPANT
ÉCOUTE CLIENT : 0770 905 000

A six mois des élections législatives

Ouyahia et Saadani en précampagne

■ L'activité politique des partis connaît un rythme plus accéléré ces derniers jours, même s'il reste six mois pour les élections législatives. La précampagne s'annonce déjà serrée entre les deux formations rivales, en l'occurrence le Rassemblement national démocratique et le Front de libération nationale.



Par Nacera Chennafi

Le sécuritaire général du RND se trace déjà un agenda chargé à travers des sorties dans plusieurs wilayas du pays. Le coup d'envoi a été donné vendredi à Alger par une réunion de travail organisée avec les femmes responsables, et hier Ouyahia était à Tipasa. Le SG du RND a rappelé la difficulté de la crise financière que traverse le pays causée par la chute des prix de pétrole ; un choc qui dure depuis la mi-2014. Dans ce cadre, Ouyahia a appelé, vendredi à Alger, les cadres féminins du parti à entreprendre des actions de «sensibilisation» au sein de la société, afin que le pays traverse dans la «stabilité» la période difficile découlant de la chute des prix du pétrole. Il a rappelé que désormais les femmes constituent 30% de la composante du conseil national et celle du bureau national, appelant à une «très large» ouverture des portes du Rassemblement aux adhésions de nouvelles militantes. Par ailleurs, Ouyahia semble miser sur l'utilisation des

nouvelles technologies dans sa stratégie pour les prochaines élections. A cet effet, il a regroupé vendredi soir, au siège central du parti à Alger, les responsables de la gestion du Net au niveau des bureaux de wilaya. Selon un communiqué rendu public la nuit du vendredi, il a souligné que «le Net a prouvé son utilité pour les partis politiques afin qu'ils élargissent leurs bases, qu'ils diffusent leurs messages et même qu'ils animent leurs campagnes électorales, ajoutant que pour le RND qui ne dispose pas de locaux dans la moitié des communes du pays, le Net facilitera aussi le lien entre les militants». Il a appelé les «patriotes à se mobiliser pour défendre l'Algérie sur le Net», précisant que c'est «la première raison pour les militants du RND d'investir la Toile pour défendre la patrie et promouvoir un message d'espoir mobilisateur». Le SG du RND a appelé les participants à cette rencontre «à vulgariser davantage ce message sur le Net et à nourrir le dialogue entre notre famille politique et le reste de nos compatriotes». Par ailleurs, il a

indiqué que le Net est parfois une «arme de subversion contre les pays», illustrant cela par un rappel du «Printemps arabe» et ce que font sur la Toile ceux qui en veulent à la stabilité de notre pays et qui veulent porter atteinte à son unité. Quant à son rival Amar Saadani, secrétaire général du FLN, il va faire sa rentrée politique aujourd'hui après une longue absence qui a duré plus de quatre mois alors que le parti passe par une période critique avec la montée des opposants et leur menace d'aller vers les prochaines élections avec leurs propres listes électorales. Les prochaines échéances seront au centre de la réunion du bureau politique, convoquée pour aujourd'hui, est qui sera présidée par Saadani. Il est attendu que Saadani réponde à ses détracteurs pour mettre fin aux rumeurs sur son départ. Le bureau du parti étudiera les différentes propositions relatives à la préparation des prochaines élections, sachant que le FLN a entamé une opération d'évaluation des élus locaux au niveau des Assemblées de wilaya et des Assemblées des communes en

attendant l'évaluation des députés par le chef du groupe parlementaire du parti. Cette réunion permettra aussi de tracer l'agenda de travail de la prochaine session du comité central. Il est à noter que Saadani regroupera aussi les mouhafedhs du parti mercredi prochain à Alger. Les partis islamistes sont dispersés sur leurs décisions par rapport aux prochaines élections. Dans ce cadre, le président du Mouvement de la société pour la paix (MSP), Makri Abderrezak, a annoncé, vendredi à Boumerdès, que le conseil consultatif du parti se prononcera «avant la fin de l'année 2016» concernant les prochaines échéances électorales. Mais le parti s'y prépare déjà. Concernant le mouvement El Islah qui avait annoncé sa participation aux prochaines élections, son SG Filali Ghouini a réitéré la position de sa formation, plaidant pour la participation aux prochaines échéances électorales. «Nous sommes convaincus que la politique du siège vacant est inefficace», a-t-il martelé. N. C.

Ph / DR

LA QUESTION DU JOUR

Premier bilan de l'intervention russe en Syrie

suite de la page Une

C'est le moment qu'ont choisi les Russes et les Américains pour échanger des accusations directes, se montrer disposés à mettre fin aux concertations en cours entre leurs experts à Genève, à rompre leurs contacts, à cesser de se voir et de se parler. Certes, ce n'est pas la première fois que les chefs des deux coalitions en guerre se tiennent un langage de cette nature, mais on ne peut pas ne pas noter que dans le cas présent les échanges sont imprégnés d'une aigreur inhabituelle, d'autant plus marquée d'ailleurs que leurs deux ministres des Affaires étrangères, John Kerry et Sergueï Lavrov ont toujours donné le sentiment de s'apprécier l'un l'autre. Dans un entretien récent avec la BBC, Lavrov a accusé les Etats-Unis non seulement de complaisance à l'égard du Front Nosra, la principale organisation rebelle dans Alep, et la section locale d'Al-Qaïda, dont cependant elle a fait mine de se séparer, mais de l'entretenir dans la perspective d'un changement de régime. La réalité, c'est que les Etats-Unis ne peuvent s'attaquer à cette organisation, qu'eux-mêmes qualifient pourtant de terroriste, ainsi d'ailleurs qu'il est convenu dans leur dernier accord avec la Russie, sans affaiblir du même coup leur propre coalition, étant donné que ce sont leurs alliés arabes qui l'arment et la financent. Ce serait comme si les Russes étaient tenus de s'en prendre à l'un des groupes venus prêter main forte au régime syrien, même s'il est vrai qu'eux-mêmes ne les définissent pas comme terroristes. La coalition menée par les Américains n'a pas la même cohérence que celle du camp opposé. Ce qui ne veut pas dire qu'elle est militairement plus faible. Les divergences qui la marquent n'apparaissent que lorsqu'il est question d'un accord avec la Russie. Elles n'ont plus d'effet, en revanche, dès lors que les hostilités prennent le pas sur la diplomatie. Les Américains ne prendront pas le risque de rompre avec leurs alliés dans la région aussi longtemps qu'ils ne seront pas sûrs que tout cela ne se terminera pas par une guerre directe avec la Russie.

M. H.

Abdelmalek Boudiaf :

Le projet de la nouvelle loi sur la santé «est moderne et consensuel»

Le projet de la nouvelle loi sur la santé, qui sera examiné mardi prochain lors de la réunion du Conseil des ministres, est «moderne et consensuel», a affirmé hier à Oran le ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, Abdelmalek Boudiaf. Dans une déclaration à l'APS, M. Boudiaf a souligné que cette loi, qui sera examinée au prochain Conseil ministériel, porte sur la modernisation de la gestion et des prestations, soulignant qu'elle est «le fruit d'une large consultation et un consensus de tous les professionnels de la santé». «Ce projet devra rattraper les omissions dans les anciennes lois sur la santé et veiller à être en

adéquation avec les mutations auxquelles fait face la société», a soutenu le ministre, ajoutant que le projet prévoit beaucoup de nouveautés visant la modernisation du secteur dans le sens de satisfaire les besoins de la population sur les plans quantitatif et qualitatif. Dans le même registre, M. Boudiaf a parlé de huit nouveaux chapitres dans cette nouvelle loi – laquelle comprend 474 articles qui ne figuraient pas dans les lois précédentes –, qui sont consacrés à l'investissement privé dans le domaine de la santé et à l'éthique. En outre, le ministre a assuré que le plan national de lutte contre le cancer, initié par le président de la République, Abdelaziz

Bouteflika, a permis de réaliser plusieurs acquis au profit des malades, notamment la multiplication des unités et des centres spécialisés à travers les différentes régions du territoire national. Ce plan a permis d'engager d'importants moyens financiers pour parvenir à ces objectifs, a ajouté M. Boudiaf qui a inauguré, à l'occasion, une unité annexe au niveau de l'Etablissement hospitalier universitaire d'Oran (EHU) «1^{er}-Novembre», dédiée à la prise en charge complémentaire des cancers nécessitant des soins particuliers et pluridisciplinaires en plus de la chimiothérapie, afin d'éviter des complications d'autres maladies.

K. L./APS

Modernisation du secteur touristique

Les ressources humaines, principale lacune

■ Dans le cadre de la nouvelle politique engagée par le gouvernement depuis un certain temps et ce, en vue d'une modernisation rapide et urgente du secteur touristique en Algérie, il est clair que des avancées considérables ont été enregistrées. Mais des lacunes, notamment sur le plan humain, demeurent.

Par Yacine Djadel

Des améliorations, de taille même, il y en a eu plusieurs, notamment sur le plan des infrastructures générales dont manque le pays pour faire valoir son grand potentiel, à l'exemple des innombrables aménagements, un peu partout à travers le littoral national. Ajouté à cela, il y a eu depuis cinq années environ, la création d'un nombre important d'établissements hôteliers, tous répondant aux standards internationaux, en plus de la réhabilitation des anciennes structures déjà existantes. Pour preuve, il est à savoir actuellement, selon Salah Benakmoum, directeur du tourisme de la wilaya d'Alger, que ce sont plus de 20 établissements hôteliers relevant du secteur public au niveau de la wilaya d'Alger, qui font l'objet de travaux de réhabilitation dans le but de les adapter aux normes internationales en vigueur, ainsi que de garantir des prestations de qualité aux touristes algériens et étrangers. Des initiatives, certes louables de la part de la tutelle, car elles permettent de meilleures capacités d'accueil. Néanmoins, cela ne règle en aucun cas les raisons véritables faisant que le secteur reste encore en berne malgré tous ces efforts. L'investissement véritable dans la ressource humaine de qualité est de près, à la fois, l'enjeu majeur sur lequel devrait se reposer la redynamisation du plan touristique national, mais également celui qui



Ph.D. R.

résume le levier central auquel est confrontée toute la problématique du secteur. Certes, concernant ce volet, chaque année on entend des milliers de nouvelles promotions fraîchement diplômées qui sortent des écoles hôtelières pour travailler dans le domaine du tourisme. Bien que celles-ci répondent à des besoins variés et à une multitude parmi tout un panel de spéciali-

tés confondues, malheureusement, ces dernières sont très loin d'une culture d'accueil proprement dit. Entre sourire permanent, tact, sens du contact avec la clientèle, ainsi que toutes ces formes d'hospitalité de base que l'on reconnaît au métier, aucun de ces gestes subtils ne se trouve être le propre de ces professionnels. Ainsi, il est plus qu'évident qu'à cette cadence, on ne

peut figurer parmi les nations de renom touristique à l'image de nos voisins de Tunisie et du Maroc. Pour un développement et une relance réelle de la sphère touristique du pays, il est important de rappeler à l'Etat qu'il doit plutôt se focaliser à réformer plus dans les ressources humaines que de se restreindre uniquement à l'amélioration des infrastructures. C'est

dire qu'en matière de responsabilité, il incombe plus aux dirigeants du tourisme dans notre pays d'opter pour la bonne stratégie au vu des résultats concrets sur le terrain. Sans quoi cette politique de restructuration du secteur touristique, très limitée et n'allant pas dans le fond du problème, ne saurait apporter réellement ses fruits par rapport aux buts attendus. Y. D.

Médéa

Nettoyage et éradication des décharges anarchiques

Une opération de nettoyage et d'éradication de décharges anarchiques a été entamée samedi à travers de nombreuses communes de la wilaya de Médéa, dans le cadre d'une vaste campagne de lutte contre l'insalubrité en milieu urbain, initiée par les autorités locales. Cette campagne a touché les principaux agglomérations et centres urbains des communes de Médéa, Ain-Boucif, Ouamri, Chellalet-el-Adhaoura, Si-Mahdjoub et Seghouane, confrontées à de sérieux problèmes d'hygiène et d'insalubrité, dus essentiellement au manque de moyens de nettoyage et de collecte d'ordures ménagères, mais également à l'absence de plan d'hygiène et à l'incivisme des citoyens, apprend-on auprès des organisateurs. Pour pallier ces insuffisances, plusieurs directions techniques, à l'instar de l'Algérienne des eaux (ADE), l'Office national de l'assainissement (ONA), les Travaux publics, la Conservation des forêts, les Ressources en eau, ont été mis à contribution pour l'exécution de cette opération, en mobilisant des

dizaines de camions, d'engins de ramassage, outre les effectifs humains déployés à travers ces communes pour appuyer les agents de nettoyage communaux, a-t-on signalé. Des bénévoles, issus des associations de quar-

tiers et de clubs verts locaux, ont pris part aux opérations de nettoyage, d'embellissement, d'aménagement d'espaces verts et de plantations d'arbres, menées sur différents sites, notamment les endroits fréquentés par la popula-

tion et à proximité des établissements éducatifs ou publics. D'autres communes à forte concentration d'habitants seront ciblées, à leur tour, lors de la prochaine campagne, dont les objectifs consistent à l'élimination gra-

duelle des décharges sauvages, réduire les risques d'inondation, en cas d'intempéries, et à redonner à ces agglomérations urbaines un visage plus attrayant, a-t-on noté de même source.

Hania Y./APS

Intempéries à Laghouat et Tiaret

Pas d'impact sur le transport des hydrocarbures

Les intempéries enregistrées vendredi au niveau d'Oued M'zi et Oued Touil (Laghouat et Tiaret) n'ont eu aucun impact sur le transport des hydrocarbures, a assuré samedi le groupe Sonatrach, ajoutant que les dégâts causés par ces intempéries sur les canalisations de transport sont limités.

Suite à des intempéries et des crues importantes enregistrées vendredi au niveau d'Oued M'zi et Oued Touil, des dégâts ont été constatés sur la nappe de pipes de la Région Ouest, a indiqué Sonatrach dans un communiqué.

Pour l'Oued M'zi dans la commune de Khneg (W. Laghouat),

des dégâts ont été enregistrés au niveau du centre de pompage n° 4 de l'oléoduc OZ2 et PK100 à partir du CNDG Gazoduc et portent sur le soulèvement à un mètre de hauteur d'un tronçon de canalisation sur une longueur de 40 mètres indiquant une rupture de la canalisation OZ1 et d'un soulèvement d'une longueur de 90 m et de 1 m de hauteur avec vibration de l'ouvrage Gazoduc GZ3.

Il s'agit aussi d'un soulèvement d'une longueur d'environ 100 mètres et de 1 mètre de hauteur du Gazoduc GZ4 ainsi, alors qu'une grande partie des pales planches de protection a été emportée. Concernant Oued

Touil dans la commune d'El Beida (wilaya de Tiaret), il a été enregistré au niveau du PK200 à partir du CNDG le soulèvement sur une longueur de 70 m et de 0.90 m de hauteur de l'ouvrage GZ3. De même, les pales planches de protection amont et aval sont emportées par la crue, a-t-on expliqué.

Dès constat sur les lieux, des dispositions ont été prises et portant sur l'isolement et l'arrêt de l'exploitation de l'ouvrage OZ1 (la quantité transférée vers l'OZ2 sans aucun impact sur l'exploitation) et l'isolement de l'ouvrage GZ3 au niveau de CNDG par mesure de sécurité en cas d'incident (sans impact sur l'ex-

ploitation). Parallèlement, une équipe HSE (hygiène, sécurité, environnement) a été mise en place, alors qu'un dispositif sûreté interne armé a été installé sur site pour sécuriser les lieux, tout en assurant un suivi rigoureux en continu par une cellule de crise installée au niveau de la région et de l'activité transport par canalisations (TRC). En outre, tous les moyens humains et matériels de la Direction réparation ont été mobilisés en attendant l'accalmie des intempéries et la baisse du niveau des crues au niveau de Oued M'zi, pour procéder à l'intervention, a assuré Sonatrach.

Safy T.

— Accord Opep d'Alger/Selon l'agence de notation et d'analyse de crédit russe ACRA —

Vers une réduction de 0,7% de l'offre mondiale de pétrole

■ L'agence de notation et d'analyse de crédit russe ACRA prédit une réduction de 0,7% de l'offre mondiale de pétrole après l'accord de l'Opep à Alger, a indiqué la directrice générale de cette agence, Ekaterina Trofimova.

Par Amel B.

« **L**a décision de l'Opep permettra de réduire l'approvisionnement en pétrole de 0,7% selon nos estimations, alors que le niveau des prix devrait rester très volatil au cours de l'année prochaine mais dans la fourchette des prix actuels », a déclaré M^{me} Trofimova à l'agence TASS. Selon elle, l'accord de l'Opep aura un effet limité sur les cours du pétrole : « N'oublions pas qu'avec une augmentation des prix du pétrole, les producteurs américains deviendront encore plus actifs, chose qui va induire une pression vers la baisse des prix du pétrole ». Les pays de l'Opep se sont accordés, mercredi dernier à Alger, à réduire leur production à un niveau oscillant entre 32,5 mbj et 33 mbj. L'organisation devra, dans la prochaine étape, préciser le volume de production pour chaque pays membre. Une rencontre à ce sujet est prévue pour le 30 novembre. Le marché du pétrole a connu de fortes

perturbations ces deux dernières années, marqué notamment par un déséquilibre entre l'offre et la demande et une chute drastique du cours du baril qui avait commencé à chuter en juin 2014. D'un peu plus de 110 dollars, le prix du baril a baissé parfois jusqu'à moins de 40 dollars.

Les cours finissent en hausse à New York

Les cours du pétrole ont terminé en hausse à New York, consolidant leurs gains après l'Opep, les marchés se montrant rassurés sur la banque Deutsche Bank. Le cours du baril de «light sweet crude» (WTI), référence américaine du brut, a gagné 41 cents à 48,24 dollars sur le contrat pour livraison en novembre au New York Mercantile Exchange (Nymex). A Londres, les cours du pétrole baissaient légèrement en fin d'échanges européens, ne parvenant pas à passer le seuil symbolique des 50 dollars. Le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en novembre,



Ph. > D. R.

dont c'est le dernier jour de cotation, valait à la clôture 49,03 dollars sur l'Intercontinental Exchange (ICE) de Londres, en retrait de 21 cents par rapport à la clôture de jeudi.

Sur le New York Mercantile Exchange (Nymex), le baril de «light sweet crude» (WTI) pour la même échéance gagnait 21 cents à 48,04 dollars. Les cours de l'or noir se sont envolés cette semaine, après avoir clôturé vendredi dernier à 45,89 dollars pour le Brent et 44,48 dollars pour le WTI, à la faveur du rendez-vous à Alger de l'Opep. Les pays de l'Opep se sont accordés mercredi soir pour limiter

leur production entre 32,5 et 33 millions de barils par jour, ce qui a déclenché le rebond des cours. Par ailleurs, le marché s'est montré rassuré sur l'avenir de la banque allemande Deutsche Bank, qui est proche d'un accord avec la justice américaine. Selon les médias, la banque allemande est proche d'un accord avec les Etats-Unis sur le paiement d'une amende de 5,4 milliards de dollars pour solder un litige immobilier remontant à la crise financière, au lieu de 14 milliards initialement demandés par le département américain de la Justice (DoJ).

FMI

Inclusion de la devise chinoise dans l'unité de compte

LA DEVISE chinoise est officiellement partie intégrante de l'unité de compte du Fonds monétaire international, les droits de tirage spéciaux (DTS), où elle a rejoint, à partir d'hier, les monnaies américaine et européenne mais également la livre britannique et le yen japonais.

C'est «une étape historique» pour le renminbi (autre nom du yuan), qui «confirme les réussites de la Chine dans le développement économique, ainsi que les fruits des réformes et de l'ouverture de son secteur financier», a commenté la banque centrale de Chine (PBOC) dans un communiqué. «La Chine regarde cette inclusion comme un tournant. Elle va approfondir ses réformes, élargir l'ouverture de son secteur financier, et renforcer ses contributions» pour «conforter le système financier mondial», poursuit la PBOC. L'entrée officielle du yuan dans le club fermé des monnaies de référence du FMI pourrait «accélérer la diversification des réserves des banques centrales et fonds souverains dans la devise chinoise», même s'ils «ne sont pas obligés de s'ajuster strictement à la composition des DTS», observe Dariusz Kowalczyk, analyste de Crédit Agricole, prévoyant un accroissement de leurs réserves en yuans de 25 à 30 milliards de dollars. Contrairement aux autres monnaies parties prenantes des DTS, le yuan n'est pas pleinement convertible, et le rapatriement de capitaux investis en Chine par des étrangers reste difficile.

R. E.

Zone Euro

L'inflation s'accélère en septembre, le chômage stagne en août

Le taux d'inflation dans la zone euro a doublé en septembre à 0,4% sur un an, enregistrant son plus haut niveau depuis 2014, alors que celui du chômage est resté stable en août à 10,1%, montrent les données publiées par l'office statistique de l'Union européenne, Eurostat. Cependant, si le taux d'inflation annuel dans la zone euro s'est accéléré en septembre, comme prévu par les économistes, il reste loin de l'objectif que s'est fixé la Banque centrale européenne (BCE), d'un taux proche de 2%. Pis encore, l'estimation rapide d'Eurostat montre que l'inflation sous-jacente qui exclut les éléments les plus volatils que sont les produits alimentaires non transformés et l'énergie, est restée stable à 0,8%, pour le quatrième mois consécutif. Cet indicateur, particulièrement surveillé par la BCE, est légèrement inférieur aux prévisions des analystes qui tablaient sur une légère accélération en septembre à 0,9%. Les prix de l'énergie ont poursuivi leur recul en septembre (-0,3%), tirant ainsi le taux d'inflation vers le bas, mais à un rythme moins soutenu que les mois précédents où cette baisse a été plus importante (-5,6% en août, -6,7% en juillet et -6,4% en juin). Dans les services, un secteur moteur de l'économie de la zone euro, les prix ont progressé de 1,2% sur un an, contre 1,1% en août. L'accélération de l'inflation en septembre est un signe encourageant pour la BCE qui a pris au début de l'année une série de

mesures de soutien à l'économie pour tenter de faire repartir la consommation et stimuler la création de l'emploi dans la zone euro. Le 10 mars dernier, la BCE a annoncé une série inédite de mesures de politique monétaire destinées à faire repartir les prix en zone euro avec plus de liquidités injectées dans l'économie et une nouvelle baisse des taux d'intérêt. Le principal taux directeur est passé ainsi, pour la première fois, à zéro dans l'objectif de stimuler les crédits aux ménages et aux entreprises – pour lesquels les taux d'intérêt baissent – pour les faire consommer et investir.

Le chômage stagne mais accentue les incertitudes

Par ailleurs, le taux de chômage est resté stable en août dans la zone euro à 10,1%, pour le quatrième mois consécutif, montrent les données diffusées par Eurostat qui précise qu'il s'agit du taux le plus faible enregistré dans cette zone depuis juillet 2011. Ce taux reste conforme aux attentes des économistes après la déception des chiffres du mois précédent lorsqu'ils avaient misaient sur une légère baisse à 10%. Dans l'ensemble des 28 Etats membres de l'Union européenne (UE), le chômage s'est établi à 8,6% en août, stable par rapport à juillet 2016 et en baisse par rapport au taux de 9,3% d'août 2015. Cela reste le taux le plus faible enregistré dans l'UE depuis mars

2009, fait remarquer Eurostat. Même si l'emploi repart de plus belle dans certains pays, d'autres continuent à enregistrer des chiffres de chômage records. Les taux de chômage les plus faibles en août ont été enregistrés en République tchèque (3,9%) et en Allemagne (4,2%). Les taux de chômage les plus élevés ont été relevés en Grèce (23,4% en juin 2016) et en Espagne (19,5%). Sur un an, le taux de chômage en août 2016 a baissé dans 24 Etats membres, est resté stable au Danemark, tandis qu'il a augmenté en Estonie (de 5,3% à 6,8% entre juillet 2015 et juillet 2016), en Autriche (de 5,7% à 6,2%) et en Belgique (de 8,0% à 8,2%). Les baisses les plus marquées ont été observées en Croatie (de 16,6% à 12,9%) ainsi qu'à Chypre (de 14,7% à 12,1%). Eurostat estime qu'en août 2016, 20,973 millions d'hommes et de femmes étaient au chômage dans l'UE, dont 16,326 millions dans la zone euro. Par rapport à juillet 2016, le nombre de chômeurs a diminué de 40 000 dans l'UE, tandis qu'il a augmenté de 8 000 dans la zone euro. Comparé à août 2015, le chômage a baissé de 1,587 million de personnes dans l'UE et de 875 000 dans la zone euro. Même si la courbe du chômage en zone euro reste stable, les analystes estiment que les risques de baisse des perspectives de croissance dans cette région sont plus importants depuis que les Britanniques ont voté en faveur du Brexit **Souad H./APS**

Mostaganem

Sortie pour un groupe d'experts étrangers à la zone humide de la Macta

■ Un groupe d'experts et de chercheurs étrangers spécialisés dans l'étude des oiseaux migrateurs et des zones humides en Afrique du Nord et la rive sud de la Méditerranée a effectué une sortie à la zone humide «la Macta» située à une trentaine de kilomètre de la ville de Mostaganem.

Par Siham N.

Cette sortie scientifique de ces chercheurs universitaires et experts venus d'Allemagne, de France, du Maroc, de Tunisie et de Libye, leur a permis de découvrir la zone humide d'«El Magtaa» dans la commune de Fornaka (Mostaganem), et surveiller et inspecter les indicateurs environnementaux et la faune et la flore dans cette zone qui dispose d'un système écologique unique et diversifié. Des explications ont été fournies au groupe par la Conservation des forêts sur l'importance environnementale de cette zone, et sa richesse en matière de ressources naturelles puisqu'elle représente une

zone de transit pour de nombreuses espèces d'oiseaux migrateurs, cherchant des régions à conditions climatiques adéquates, a-t-on expliqué. Cette zone humide, située entre plusieurs wilayas (Oran, Mostaganem et Mascara) et étendue sur 23 000 hectares, est classée dans la cadre de l'accord «Ramsar» des zones humides d'importance internationale, eu égard aux multiples spécificités naturelles dont elle dispose (steppes, marécages).

Selon le service de protection des forêts de la Conservation des forêts, quelque 20 000 oiseaux de 30 espèces ont été recensés durant l'année en cours dans cet espace naturel, certains déjà installés

et d'autres venus d'Europe. Plusieurs opérations ont été effectuées pour la protection et la valorisation de la biodiversité dans cette partie d'«El Macta», étendue sur 380 hectares. D'autres opérations similaires sont en cours de lancement. Il s'agit essentiellement d'opérations d'entretien de chemins forestiers, la création de ceintures vertes sur les abords de cette zone et la réalisation de postes d'observation des oiseaux migrateurs. Outre la conservation locale des forêts, des chercheurs de l'Université d'Oum El Bouaghi ainsi que des associations locales spécialisées dans l'environnement ont également participé à cette initiative. S. N./APS



Ph. > D. R.

Souk-Ahras/ Tourisme

Nécessité de tirer profit des avantages de l'investissement dans le secteur

La nécessité d'exploiter les «avantages et les opportunités disponibles dans le domaine de l'investissement dans les activités relatives au tourisme» a été soulignée à Souk-Ahras à l'occasion de la célébration de la Journée mondiale du tourisme. «Les facilitations et les avantages offerts aux investisseurs versés dans ce domaine qui reste sous-exploités à Souk-Ahras incitent à multiplier la sensibilisation et la communication dans ce sens», a estimé la directrice locale de l'Agence nationale de dévelop-

pement de l'investissement (Andi), Wahida Bikas, au cours d'un séminaire national sur l'investissement dans le secteur du tourisme organisé à l'université Mohamed-Chérif-Messaâdia en présence de responsables du secteur et des investisseurs. Au cours de cette rencontre organisée à l'initiative de la direction du tourisme et de l'artisanat en présence d'universitaires et des étudiants, la responsable qui a mis l'accent sur l'importance des efforts déployés par le gouvernement pour promouvoir ce sec-

teur créateur de richesses, a rappelé également les avantages financiers, économiques et fiscaux prévus dans le cadre de la loi de finances complémentaire (LFC) 2009. De son côté, le directeur du laboratoire des recherches et des études économiques de l'université de Souk-Ahras, Moncef Benkhadjidja, a appelé dans son intervention intitulée «la contribution de la culture dans la concrétisation d'un développement local» à inciter le maximum d'investisseurs à réaliser des projets dans ce domai-

ne, d'autant, a-t-il ajouté que cette wilaya frontalière dispose de potentialités touristiques et archéologiques diverses. L'intervenant s'est longuement étalé sur l'importance de l'existence de la volonté politique pour permettre un développement durable. Pour sa part, le professeur Athmane Manadi de la même université a mis l'accent sur l'importance de faire connaître le patrimoine matériel et immatériel de la région dans le but de promouvoir le tourisme culturel. Maya T./Agences

Médéa 290 millions DA consacrés à l'acquisition de bus scolaires

UNE DOTATION financière d'un montant de l'ordre de 290 millions de DA, puisée sur le Fonds de solidarité nationale, sera consacrée, au titre de l'exercice 2016/2017, à l'acquisition de bus scolaires au profit de nombreuses communes de Médéa, dépourvues de ce moyen de transport, a-t-on appris auprès des services de la wilaya. Ce financement permettra l'acquisition d'une vingtaine de bus scolaires, de capacité moyenne, qui seront destinés, en priorité, aux communes qui accusent un déficit dans ce domaine, a-t-on ajouté. Le parc de transport scolaire de la wilaya sera porté, grâce à ces nouvelles acquisitions, à 289 bus, contre 269 véhicules de transport actuellement en service, à travers plusieurs communes de la région, a précisé la même source. Cette dernière indique, dans le même sillage, que trois communes, en l'occurrence Bouaiche (sud), Chellalet-el-Adhaoura (est) et Médéa (centre), avaient bénéficié récemment d'un bus chacune, acquis aussi sur le Fonds de solidarité nationale. Le renforcement du parc scolaire local permettra, a-t-on signalé, de «réduire significativement» le phénomène de déperdition scolaire qui touche de nombreuses localités enclavées de la région, particulièrement chez les filles, tout en contribuant à l'amélioration des conditions de scolarisation des élèves issus des communes isolées. R.R.

Tamanrasset

Plusieurs projets pour la localité enclavée de Tin-Tarabine

La localité reculée de Tin-Tarabine (200 km de Tamanrasset) a bénéficié de plusieurs projets de développement, en attendant la réalisation d'une route la reliant à Tazrouk, sa daïra de rattachement, et au chef-lieu de wilaya, a-t-on appris des responsables locaux. Parmi ces projets, en cours de réalisation pour près de 70 millions DA, le raccordement au réseau d'électricité depuis la

daïra de Tazrouk, la réalisation d'une salle de soins dotée d'un logement de fonction et de trois classes à l'école primaire du village, en attendant la programmation d'autres opérations pour la prise en charge graduelle des nombreuses attentes de sa population, a-t-on indiqué. Les habitants de ce village ont soulevé une série de doléances, lors de la visite de travail jeudi des autorités de la wilaya dans cette

région, à leur tête la réalisation d'une route pour le désenclavement du village qui se trouve entièrement isolé en période d'écoulement des oueds de la région, en plus de l'ouverture d'une structure de l'enseignement moyen, l'amélioration du transport scolaire et l'aménagement du stade. Des engagements ont été donnés par les autorités de la wilaya pour œuvrer à rattraper le retard de

développement de la localité, inscrire un projet de route de désenclavement et parachever les projets de développement en cours de réalisation ou projetés. Il a été, par ailleurs, procédé à une remise d'aides alimentaires de solidarité à des catégories démunies du village, ainsi qu'à la délivrance d'un lot de cartes d'identité nationale biométriques à leurs titulaires. S.H.

Khenchela

Réception de plus de 1 300 logements AADL en octobre

Un total de 1 350 unités de logements de l'Agence nationale d'amélioration et de développement du logement (AADL) sera réceptionné en octobre prochain dans la ville de Khenchela, a indiqué le directeur du logement, Amor Gheyat. Ce quota fait partie d'un programme portant la réalisation de 2 000 logements de ce type d'habitat lancé durant l'année 2013, a précisé le même respon-

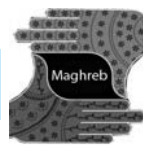
sable, soulignant que les travaux de réalisation des 1 350 logements AADL sont achevés à 100% et l'opération d'aménagement extérieur est en voie de réception. Il a dans la même optique ajouté que le projet de réalisation des 650 unités du même programme avance à un rythme jugé «appréciable» et sera réceptionné avant la fin de l'année en cours. Les habitations AADL réalisées sont

de type F3 et F4, a indiqué de son côté Rezki Keziz, directeur du projet logements AADL de la wilaya de Khenchela, qui prévoit, selon lui, l'attribution en première étape de 750 clés à leurs bénéficiaires. La wilaya de Khenchela avait bénéficié de divers programmes d'habitat dont un quota de plus de 40 000 unités de logements publics locatifs (LPL) dont 26 000 unités ont été réalisées, de

1 800 logements sociaux participatifs (LSP) où 1 228 habitations ont été réceptionnées, a-t-il rappelé. Les programmes affectés à cette wilaya, ajoute la même source, avait également concerné la réalisation de 2 300 logements promotionnels aidés (LPA) dont 235 unités ont été réalisées en plus d'autres segments d'habitat à l'instar du logement AADL et rural. APS

APS

R.R.



Tunisie/Béji Caïd Essebsi :

Exprimer un point de vue différent de l'opinion officielle «n'est pas contre la sûreté de l'Etat»

■ «Exprimer un point de vue différent de l'opinion officielle n'est en aucun cas une action destructive ni un complot contre la sûreté de l'Etat», a souligné, vendredi, le président de la République tunisienne, Béji Caïd Essebsi.



Par Anis F./APS

Dans son allocution à l'ouverture des travaux du 7^e congrès de la Ligue tunisienne de défense des droits de l'homme (LTDH), Caïd Essebsi a ajouté que la liberté d'expression est garante de la stabilité du pouvoir, estimant que la Tunisie jouit actuellement d'un climat de liberté. Le chef de l'Etat a précisé que le parachèvement du projet de l'Etat moderne consiste à respecter les droits de l'homme et le pluralisme, faisant remarquer

que l'attribution du Prix Nobel au Quartet du dialogue national est une reconnaissance de la communauté internationale à l'inscription des droits et des libertés dans la Constitution tunisienne de 2014. De son côté, Houcine Abassi, secrétaire général de l'Union générale tunisienne du travail (UGTT), a souligné l'importance de la poursuite du dialogue dans le cadre du respect mutuel du droit à la différence et à la diversité afin de promouvoir l'esprit de la citoyenneté. «De nombreux défis restent encore à relever et nécessitent une grande

vigilance et une mobilisation ainsi qu'une approche globale et multisectorielle pour faire prévaloir la souveraineté de la loi et des droits de l'homme», a-t-il dit. Il a ajouté que la lutte contre la corruption et la défense des droits de l'homme sont une priorité absolue et il convient de coordonner les efforts avec tous les pays du monde. «Il est aussi urgent de permettre au peuple palestinien d'édifier un Etat indépendant dont la capitale est Al Qods», a-t-il ajouté, soulignant son soutien, en tant que membre du Quartet du dialogue national

à la candidature du détenu de la liberté Marouane Barghouthi pour l'octroi du Prix Nobel de la Paix. Pour sa part, Fraj Fennich, du Haut-commissariat des droits de l'homme, a appelé les autorités tunisiennes à collaborer avec les organisations nationales pour consacrer un climat de libertés. «La Tunisie a aujourd'hui besoin des efforts de toutes les parties pour réaliser le progrès et consacrer les droits économiques et sociaux dans un climat de libertés», a-t-il ajouté. Il a, en outre, souligné la nécessité d'élaborer de nouvelles stratégies basées sur le renforcement du rôle des femmes et de la jeunesse, la consécration des droits et la promotion de l'investissement notamment dans les régions intérieures. Dans son intervention, Maryse Artiguelong, de la Fédération internationale des droits de l'homme (FIDH), a souligné que le combat des organisations de la société civile est encore long pour adapter la législation à la Constitution et consacrer l'égalité homme-femme, le respect des droits économiques et sociaux et l'abolition de la torture et de l'homophobie. L'intervenante a indiqué que la FIDH continuera à soutenir la LTDH dans son combat visant à faire valoir tous les droits sans exclusion ni distinction. La garantie du droit au travail pour tous et des droits de la femme dont l'égalité dans l'héritage ainsi que le renforcement de sa participation à la vie politique, outre la promotion des droits économiques et l'encouragement à l'investissement, ont été les principales revendications de plusieurs représentants des

organisations de la société civile lors de la cérémonie d'ouverture du congrès. A la fin des travaux de la première journée du congrès, un hommage a été rendu à l'épouse du prisonnier palestinien Marouane Barghouthi ainsi qu'au syndicat des journalistes égyptiens.

K. L./Agences

Libye L'UE prolonge de six mois ses sanctions contre trois dignitaires

L'UNION européenne (UE) a décidé de prolonger de six mois les sanctions adoptées à l'encontre de trois dignitaires libyens considérés comme «faisant entrave à la mise en œuvre de l'accord politique libyen du 17 décembre 2015 et à la mise en place d'un gouvernement d'entente nationale en Libye». «Le 30 septembre 2016, compte tenu de la gravité de la situation, le Conseil a prorogé de six mois les sanctions contre la Libye visant trois personnes», a indiqué dans un communiqué le Conseil de l'UE qui représente les 28 Etats membres. Il s'agit de Agila Saleh, président du Conseil des députés libyen à la Chambre des représentants, Khalifa Ghwell, Premier ministre et ministre de la Défense du Congrès général national, qui n'a aucune reconnaissance internationale et de Nouri Abu Sahnain, président du Congrès général national, qui n'a aucune reconnaissance internationale. Ces trois dignitaires dont les noms ont été ajoutés à la liste des personnes faisant l'objet de mesures restrictives de l'UE à l'encontre de la Libye, sont considérés comme «faisant entrave à la mise en œuvre de l'accord politique libyen du 17 décembre 2015 et à la mise en place d'un gouvernement d'entente nationale en Libye». L'UE s'est dite, par ailleurs, «préoccupée» par la situation en Libye et, en particulier par «les actes qui menacent la paix, la sécurité ou la stabilité du pays», estimant que ces actes «entravent ou compromettent la réussite de la transition politique en Libye». L'UE a rappelé, à plusieurs reprises, que seule une solution politique pouvait permettre d'aller durablement de l'avant et contribuer à la paix et à la stabilité en Libye.

R.M.

Sahara occidental

Espagne : «Le gouvernement de Navarre très sensible à la situation du peuple»

Le gouvernement de Navarre est très sensible à la situation du peuple du Sahara occidental, a déclaré son président Uxue Barkos lors d'une réunion qu'il a tenue avec le ministre sahraoui de la Coopération Bulahi Mohamed Fadel. Tout en reconnaissant ce lien «affectif particulier qu'a le gouvernement de Navarre avec le peuple sahraoui», a rapporté la presse espagnole, Uxue Barkos a mis en évidence l'implication de cette région espagnole autonome dans les projets de coopération notamment dans les secteurs de la santé et de l'éducation et l'aide alimentaire. La réunion entre les deux responsables espagnol et sahraoui a permis, ajoute-t-on, de discuter de la possibilité pour le gouvernement de Navarre de formaliser un accord-cadre avec les autorités sahraouies afin «de conférer à cette coopération un caractère stable et continu». «Cet accord rentrera en vigueur lors de la prochaine planification de

coopération entre les deux autorités», ajoute la même source. Les réfugiés sahraouis sont les principaux bénéficiaires de l'aide publique au développement octroyée par le gouvernement provincial de Navarre qui a alloué depuis 2007 un montant estimé à 3,5 millions d'euros aux camps de réfugiés destiné principalement à l'aide alimentaire, la santé et l'éducation, souligne-t-on. Le président de la Fédération des municipalités de Navarre, Pablo Azcona, a exprimé au ministre sahraoui de la Coopération «la solidarité totale des entités locales de Navarre avec le peuple sahraoui». Les deux responsables ont partagé leur désir de «renforcer la coopération en donnant un nouvel élan au jumelage entre les villes de Navarre et du Sahara occidental». Le président de la Fédération s'est engagé, ajoute-t-on, «à ne ménager aucun effort pour renforcer la solidarité de Navarre avec le peuple sahraoui», rappelant à cet effet que

«les deux fonds de la coopération pour le développement municipal et celui de la fédération sont destinés à la coopération pour le développement ou l'aide d'urgence». Le ministre sahraoui a expliqué, lors de cette réunion, «la situation actuelle difficile que vivent ces derniers mois, les réfugiés sahraouis à cause de la détérioration de leurs infrastructures et de leurs foyers en raison des inondations du mois d'octobre dernier». Le responsable sahraoui a également évoqué «les tensions croissantes avec le Maroc», comme l'a indiqué la Fédération des municipalités de Navarre dans un communiqué. Le Conseil municipal de la mairie de Gijon vient d'approuver un accord de coopération avec l'Association asturienne de solidarité avec le peuple sahraoui, d'une valeur de 250 000 euros destinée au développement de programmes et de projets de coopération, comme l'a indiqué dans une conférence de presse, le porte-parole de la ville,

Fernando Couto. L'élan de solidarité de la société civile et d'entités élues espagnoles se consolide de plus en plus avec le peuple sahraoui qui souffre depuis plus de 40 ans d'occupation marocaine. A cet effet, l'association «Hurria-Sahara» qui relève de la commune de Guipuscoa, dans la communauté du pays basque, vient de lancer une campagne de collecte de médicaments qui s'étalera jusqu'au 4 octobre prochain, afin «d'aider à soulager les souffrances du peuple sahraoui», a indiqué l'association dans un communiqué. Le Sahara occidental est la dernière colonie en Afrique occupée par le Maroc depuis 1975 après le retrait des forces espagnoles. Ce territoire est soumis au processus de décolonisation dans le cadre de l'ONU qui a parrainé le cessez-le-feu entre le deux belligérants (Front Polisario-Maroc).

Faiza O./APS



Guerre contre la drogue aux Philippines

Duterte dresse un parallèle entre Hitler et lui

■ La président philippin Rodrigo Duterte a fait vendredi un parallèle entre sa sanglante guerre contre la criminalité et l'extermination des juifs par Adolf Hitler, en disant qu'il serait «heureux de massacrer» des millions de drogués.

Par Rosa T.

L'avocat populiste de 71 ans, connu pour son langage parfois insultant, a également taxé d'«hypocrites» les États-Unis et l'Union européenne qui ont critiqué sa violente campagne contre le trafic de drogue. «Hitler a massacré trois millions de juifs. Bon, il y a trois millions de drogués (aux Philippines). Je serais heureux de les massacrer», a-t-il dit lors d'un discours vendredi matin, avançant un chiffre faux sur le nombre de juifs assassinés par les nazis, qui s'élève à six millions. Le parallèle tracé par le président philippin entre Hitler et



PH. > D. R.

l'extermination des juifs et la campagne anticriminalité aux Philippines a suscité des réactions indignées. Le secrétaire

américain à la Défense, Ashton Carter, a qualifié vendredi «de profondément troublants» les propos de M. Duterte. Il a fait cette déclaration depuis Ko Olina (Hawaï) où il participait à un sommet sur la sécurité régionale

avec les nations alliées de l'Asie du sud-est. «Toute comparaison des atrocités uniques de l'Holocauste avec quoi que ce soit d'autre est totalement inacceptable», a déclaré le porte-parole du ministère allemand des Affaires étrangères Martin Schaefer. Le président du Congrès juif mondial Ronald Lauder a jugé «révoltants» les propos de M. Duterte et demandé qu'il s'excuse.

«Ce qu'a dit le président Duterte est non seulement profondément inhumain, mais (ses propos) révèlent une terrible absence de respect pour la vie humaine», a déclaré M. Lauder dans un communiqué.

M. Duterte a remporté la présidentielle en mai sur un programme ultrasécuritaire qui l'a conduit à promettre de tuer des milliers de criminels pour en finir avec le trafic de drogue, l'un des grands fléaux de son archipel.

Depuis son investiture le 30 juin, plus de 3 300 personnes ont perdu la vie, l'immense majorité tuée par des civils encouragés par la rhétorique incendiaire du président les appelant à faire justice eux-mêmes. De nombreuses organisations des droits de l'Homme et des gouvernements occidentaux sont montés au créneau pour la dénoncer. En réaction aux critiques, M. Duterte a multiplié les diatribes insultantes

contre l'ONU et l'Union européenne. Il a également traité le président américain Barack Obama de «fils de pute».

Jusqu'à l'arrivée au pouvoir de M. Duterte, les Philippines, ancienne colonie américaine, étaient l'un des alliés les plus fidèles de Washington en Asie. Les deux pays sont liés par un traité de défense mutuelle.

Vendredi, le président philippin s'en est pris à l'UE et aux États-Unis, en dénonçant leur inaction dans la crise des migrants fuyant le Proche-Orient.

«Vous les USA et l'UE, vous pouvez me qualifier comme vous le voulez, mais je n'ai jamais versé comme vous dans l'hypocrisie», a-t-il dit.

«Les migrants fuient le Proche-Orient. Vous les laissez partir et vous vous inquiétez de la mort de 1 000, 2 000, 3 000 personnes?» En réponse aux critiques américaines, M. Duterte a annoncé cette semaine sa volonté de mettre fin aux exercices militaires conjoints avec les États-Unis. Vendredi, il a affirmé que les exercices militaires qui doivent se dérouler du 4 au 12 octobre aux Philippines avec la participation de 1 000 soldats seraient les derniers de son mandat de six ans. «Ne prétendez pas être la conscience morale du monde», a-t-il dit à l'adresse de Washington.



Points chauds

Exercice

Par Fouzia Mahmoudi

Malgré une très maigre expérience politique et surtout sans jamais s'être soumis à un quelconque vote populaire, Emmanuel Macron semble bien décidé à tenter sa chance à la prochaine élection présidentielle et à donc amoindrir encore un peu plus l'électorat de François Hollande. En effet, l'ancien ministre de l'Économie poursuit sa campagne initiée avec le lancement du mouvement «En Marche!» et invite «la France qui subit» à suivre sa campagne et à notamment prêter attention au «diagnostic» de l'état de la France dressé par les membres de son mouvement. L'ex-ministre établit son bilan sur la base des quelque 25 000 questionnaires soumis aux Français par les adhérents du mouvement «En Marche!». Cette démarche a permis à Emmanuel Macron de «tirer des leçons en termes politiques», qui seront d'abord exposées par des «marcheurs» avant qu'ils ne cèdent la place à leur leader. Interrogé sur le choix de la formule la «France qui subit», l'entourage de Macron répond que c'est le résultat d'un diagnostic «sans concession»: «Ce n'est pas la France bloquée, parce que les gens ont envie d'avancer; mais ils sont mis dans une situation quasi systématique de passivité et d'impuissance» face à des «contraintes professionnelles, géographiques, sociales». Il s'agit d'un «appel à reprendre les choses en main» au moment où «les gens se sentent assignés à résidence», ont le sentiment de «ne plus avoir en main la possibilité de faire évoluer les choses». Dans une longue interview à l'hebdomadaire «Marianne» cette semaine, Emmanuel Macron a donné un avant-goût de la ligne directrice de sa campagne en dressant les cinq «grands défis» auxquels la France est confrontée: la «transformation de notre modèle productif qui nous fait passer d'une économie de rattrapage en crise à une économie de la connaissance et de l'innovation intégrant les transitions numériques et environnementales; la question des inégalités (...); notre rapport à la mondialisation; la construction d'une souveraineté européenne; la définition d'une société ouverte dans un monde incertain et donc l'articulation entre liberté individuelle et sécurité». L'ancien ministre de François Hollande poursuit: «Le défi qui nous est posé aujourd'hui, c'est de dire: comment réussir la transition dans un capitalisme mondial qui est dépassé par ses propres excès». Reste à savoir si les Français, qui sont déjà nombreux à adhérer à son discours, seront nombreux également à voter pour lui le jour fatidique, s'il poursuit sa campagne, ou si de crainte de mettre quelqu'un de trop inexpérimenté ils préféreront tout de même se tourner vers les candidats plus habitués à l'exercice du pouvoir.

F. M.

Espagne

Les socialistes décident du sort de leur chef, dans un pays en plein blocage politique

Les dirigeants socialistes espagnols se réunissaient hier à huis clos pour décider du sort de leur chef Pedro Sanchez et d'une possible sortie de crise du pays, bloqué politiquement depuis neuf mois. «Non c'est non, non c'est non!», criaient devant le siège du parti à Madrid des partisans de M. Sanchez en défendant son veto à un nouveau gouvernement du conservateur Mariano Rajoy, au pouvoir depuis fin 2011.

Des dizaines de militants s'étaient massés devant le siège avant 9h00 (7h00 GMT) pour huer au passage des opposants au secrétaire général qui arrivaient pour participer à cette réunion aux cris de «putschistes» ou «fascistes».

Pedro Sanchez a été visé mercredi par un coup de force d'une partie de son équipe de direction qui a démissionné en bloc pour le faire tomber.

Ces dissidents s'opposent à sa stratégie de blocage du Parti populaire conservateur dirigé par Mariano Rajoy qui tente de former un nouveau gouvernement sans succès, en raison du veto des 85 élus socialistes à la chambre des députés.

La réunion du Comité fédéral, sorte de parlement du parti comptant 300 membres, devrait permettre de décider si oui ou non le PSOE sera désormais

dirigé par une direction intérimaire en remplacement de M. Sanchez et quelle sera sa position sur ce blocage. L'Espagne est sans nouveau gouvernement depuis neuf mois après deux élections législatives, en décembre 2015 et en juin, qui ont débouché sur un Parlement fragmenté entre quatre formations: le PP de Mariano Rajoy, le PSOE, Podemos (gauche radicale) et Ciudadanos (centre libéral).

Or les partis n'ont plus que quelques semaines, jusqu'au 31 octobre pour parvenir à un compromis et investir un nouveau cabinet. S'ils échouent, le roi devra convoquer un nouveau scrutin pour décembre, les troisièmes législatives en un an. Les opposants de M. Sanchez craignent que le parti ne perde encore du terrain lors de ces élections après deux défaites historiques l'ayant mené à son pire score en 137 ans d'histoire. Ils préféreraient se refaire une santé dans l'opposition et laisser gouverner M. Rajoy.

Ses partisans estiment au contraire qu'en permettant à la droite de gouverner, ils font le lit de Podemos (gauche radicale) qui rêve de détrôner le PSOE comme Syriza l'a fait avec les socialistes du Pasok en Grèce.

Vendredi soir Pedro Sanchez a laissé entendre que cela serait

lui ou M. Rajoy. «Si le Comité fédéral du parti décidait demain de changer sa position et de choisir l'abstention (à M. Rajoy), il est évident que je ne pourrai pas mettre en œuvre une décision que je ne partage pas», a-t-il ajouté, suggérant qu'il démissionnerait. Vers midi (10h00 GMT), les membres du Comité fédéral n'avaient pas démarré formellement leur réunion. «On discute de l'ordre du jour, sur qui dirige la réunion et qui peut voter», expliquait un proche du secrétaire général socialiste. La stratégie de Pedro Sanchez n'est pas sans rappeler celle du travailliste britannique Jeremy Corbyn, adoubé le 24 septembre par les militants après une guerre avec l'appareil de son parti, le Labour. «Tout cela s'apparente à un complot comme je n'en ai jamais vu au sein du parti», a dit à l'AFP Francisco Gómez Martín, un militant qui s'est enchaîné pendant 26 heures au siège de son parti à Merida, dans l'ouest du pays, pour marquer son soutien à Sanchez, premier chef du parti élu par les militants, en 2014. «Le parti ne leur appartient pas (aux dirigeants) il appartient aux militants, à ceux qui travaillent dans les rues et dans les villages», a insisté Laura Martínez, de Loeches, à une vingtaine de kilomètres de Madrid.



Exposition collective «Al-Tibak»

Des artistes contemporains exposent à Alger

■ L'exposition collective «Al-Tibak», inaugurée jeudi soir au Musée national du Bardo à Alger a regroupé pour sa quatrième édition les œuvres d'art de onze artistes contemporains algériens et étrangers.



Ph. > D. R.

Par Abia Selles

Organisée par le collectif «Asswad», l'exposition collective «Al-Tibak» propose une vingtaine d'œuvres contemporaines alliant entre graffiti, photographie, calligraphie et

peinture, réalisés par des artistes du Maroc, d'Italie, d'Allemagne, de Finlande en plus de l'Algérie.

Les œuvres évoquent des thèmes divers tels que l'histoire, la vie, l'amour, la femme et la solitude, interprétés par des styles artistiques notamment la photographie et la vidéo.

L'artiste Amel Ben Mohamed explore le drapé, art d'agencement des étoffes et des plis des vêtements représentés en peinture ou en sculpture, à travers trois tableaux imprimés sur toile.

Diplômée de l'Ecole des Beaux-arts, cette jeune artiste qui s'intéresse également à la

photographie, invite au mouvement à travers des prises de vue qui cristallisent des pensées et des sensations. Ses réalisations, explique-t-elle, s'inspirent d'une «expression instinctive qui transmet une vision intime et émotive», imprégnée de tout ce qu'elle ressent. Ses œuvres transmettent une poésie et une sensualité imprimée à travers les formes, l'ombre et la lumière.

Toujours dans le registre de la photographie, l'artiste marocain Mounir Fatmi, s'intéresse, pour sa part, à la singularité et à la mort dans «La lumière aveuglante», un tableau en noir et blanc sur lequel se greffent des images prises au bloc opératoire.

Proche de l'art graphique, Hind Faiza explore à sa manière ce genre à travers des images détournées d'un spectacle du chorégraphe algérien Ahmed Khamis pour en faire un tableau intitulé «hab echbab» (Acné) qui, dit-elle, symbolise la tendresse de la femme et le rapport de celle-ci avec l'homme. Riche en couleurs, son tableau porte un regard contemporain sur la femme, dévoilée à travers une approche «esthétique et idéologique».

L'artiste italien Claudio Burel, évoque, pour sa part, dans

«Vivre dans une boîte», une de ses œuvres présentées au public algérien, le thème de la solitude.

Sa compatriote, Elena Bellanton, explore, quant à elle, le filon de l'art visuel dans un film intitulé «The fox and the wolf: struggle for power» (Le renard et le loup: la lutte pour le pouvoir). Ce duel est symbolisé par deux danseurs de tango qui portent des masques d'animaux. Les danseurs évoluent dans l'espace où se réunissent habituellement les chefs d'Etat en visite en Italie.

Déroulé sur un fond audio, le spectacle inspiré d'un recueil (The Wolf Man) du fondateur de la psychanalyse Sigmund Freud (1856-1939) met en relief le concept de pouvoir dans la relation du couple à travers la danse Tango où l'homme conduit et la femme suit les mouvements.

A.S.

RENDEZ-VOUS CULTURELS

Maison de la culture
Ahmed-Aroua (Koléa, Tipasa)
Du 29 septembre au 2
octobre à 19h :

3e édition des Journées
nationales du monologue et de
l'humour.

Dimanche 2 octobre à 19h :
Monologue El Moughamara
(l'aventure) de Anas Tenhe.
Palais des rais (Bastion 23,
Alger) :

Jusqu'au 27 octobre :
Exposition «Cartographie
des forteresses d'Oran» du
Centre géographique de l'armée
espagnole.

Galerie Ezzou'art
Jusqu'au 14 octobre :
Exposition collective des
artistes plasticiens Sneak, Lmmt
Splntr et Chawki Atia sous le
thème «the Past».

Projection films aux Issers
L'ONCIC met en exécution
un programme de projection
de films algériens à la salle des
Issers, dans la wilaya de
Boumerdes.

Jusqu'au 5 octobre :
Projection à raison de trois
séances : 14h-17h-20h du long
métrage Fadhma N'Soumer de
Belkacem Hadjadj.

Du 6 au 19 octobre :
Projection de Machahou de
Belkacem Hadjadj à raison de
trois séances : 14h-17h-20h.

Du 20 octobre
au 5 novembre :
Projection du long métrage
Zabana ! de Saïd Ould-Khelifa
à raison de trois séances : 14h-
17h-20h.

Galerie Aicha Haddad
Jusqu'au 4 octobre :
Exposition du plasticien
Moukhalifa Aouf.

Musée national du Bardo
Jusqu'à la fin de l'année :
Exposition «L'Algérie dans la
préhistoire. ? Recherches et
découvertes récentes».

L'absence d'humanisme dénoncée

Présentation de la pièce théâtrale «Cadavre et chien»

La générale de la pièce de théâtre «Cadavre et chien», une tragi-comédie qui met à nu l'absence d'humanisme et l'éloignement des valeurs communes gage d'une vie apaisée, a été présentée à Alger dans des atmosphères affligeantes. Les spectateurs, peu nombreux de la salle Mustapha-Kateb du Théâtre national Mahieddine-Bachtarzi, restés cloués sur leurs sièges, 65 mn durant, ont pu apprécier un spectacle poignant, mis en scène par Sid Ahmed Kara, sur un texte écrit par Boukhobza El Abed, inspiré de «Cadavre sur le trottoir» du dramaturge syrien Saadallah Wannous (1941-1997). Dans une scène suggérée, deux combattants de la révolution, restés vivre sur leur champ de bataille après l'indépendance de l'Algérie, décident des années après de venir se recueillir sur les tombes de leurs frères tombés au champ d'honneur, répondant ainsi à une invitation qui leur est apparue

dans leurs rêves. Portant toujours leurs accoutrements de maquisards, l'un d'eux, pris d'émotion, meurt sur le chemin menant au cimetière des martyrs. Son compagnon d'armes s'apprête alors à l'enterrer près de ses frères de combats disparus. La surprise du moudjahid, campé par Amine Ben Mohammed, fut grande lorsqu'il se heurta au refus catégorique du gardien, rendu par Khaled Mnaouar, lui-même agissant sous les ordres du directeur du cimetière, interprété par Rabie Mechlouf, qui subissait la colère de ses ordonnateurs malveillants suggérée par des aboiements de chiens. Poussant l'absurdité à son paroxysme, le directeur du cimetière proposa d'acheter le cadavre pour en extraire le cœur resté chaud après avoir été arraché devant le regard impuissant du moudjahid qui finira par confier le sort de son compagnon inerte (représenté par un mannequin) au public. Devant des situations

insoutenables, les échanges entretenus ont été marqués par l'exercice de la métaphore et les expressions allusives donnant ainsi de la modération à la puissance des faits qui dénotaient de tout l'égarément de l'âme et la perte de valeurs posés en un nouvel ordre établi au nom de visions égocentriques et d'opportunisme. Dans des dialogues au rythme ascendant et soutenu, Amine Ben Mohamed et Rabie Mechlouf, distribués pour la première fois, ont su porter le texte dans toute sa densité, soutenus par l'inépuisable Khaled Mnaouar, un revenant dont le personnage comique évoluant entre intrigue et soumission a donné de l'équilibre à la gravité du spectacle. La scénographie, signée Hmida Belalem, par ailleurs metteur en scène et formateur, a créé les atmosphères lugubres pertinentes à la trame soutenue par des bruits et un fond musical renvoyant à la méditation des faits relatés. L.B.

Décès

L'artiste peintre Shirley Jaffe n'est plus

L'artiste peintre américaine Shirley Jaffe, qui vivait et travaillait en France depuis de nombreuses années, est décédée jeudi à l'âge de 93 ans, a annoncé la galerie qui la représentait à Paris. Née en 1923 dans le New Jersey, sur la côte Est des Etats-Unis, elle s'installe en France en 1949, après être sortie diplômée de la Cooper Union School à New York et de la Phillips Art School à Washington. Proche de ses compatriotes Sam Francis et James Bishop, avec qui elle sera représentée par la galerie Jean Fournier pendant plusieurs décennies, elle se fait

connaître comme peintre expressionniste abstrait. Elle rompt avec ce courant au début des années 1960, pour adopter un style coloré et géométrique. «Considérée comme un des peintres les plus influents de l'art contemporain abstrait, elle a suscité une vive attention de la part d'artistes de plus jeunes générations, comme Jessica Stockholder ou Bernard Piffaretti. Elle était également très respectée par une génération d'artistes comme Pierre Buraglio ou Claude Viallat», a commenté la galerie parisienne Nathalie Obadia, citée par l'agence AFP. Shirley Jaffe

a notamment réalisé en 1999 une série de neuf vitraux pour la chapelle latérale de la cathédrale de Perpignan. Ses œuvres sont également présentes dans de nombreuses collections prestigieuses, notamment au MoMA (Museum of Modern Art, New York), au SFMOMA (San Francisco Museum of Modern Art), au Centre Pompidou (Paris), au MAC/VAL (Vitry) ou encore à la Fondation Cartier pour l'Art Contemporain (Paris). Une monographie sur son œuvre est parue en 2014 chez Flammarion.

R.C.

Coup-franc direct

Des scandales à profusion

Par Mahfoud M.

Le Mouloudia d'Alger est miné par des problèmes interminables qui resurgissent à chaque fois qu'il tente de sortir la tête de l'eau pour jouer les premiers rôles et aller de l'avant. En effet, une fois encore un autre scandale a éclaté ces derniers jours, à savoir l'affaire Ngoula, le joueur camerounais qui a coûté les yeux de la tête au Doyen sans qu'il puisse jouer plus de deux matchs de Ligue I. Il faut savoir que ce joueur réclame maintenant, à travers une requête qu'il a déposée auprès du TAS, une grosse somme d'argent comme dédommagement de sa libération qu'il trouve abusive, surtout qu'il n'a pas eu ce qui était convenu entre les deux parties. C'est donc un autre scandale qui éclate au grand jour au sein du Mouloudia et qui a fait réagir l'ex-gloire de ce club prestigieux, Benchikh, qui estime que les anciens dirigeants doivent répondre de cette dilapidation de «l'argent du peuple». Ce dernier n'a pas tort quand on prend conscience du fait que ces dirigeants ne sont pas à leur première bourde, engageant des joueurs à des sommes astronomiques qui ne reflètent vraiment pas leur véritable valeur sur le terrain. Si cela est courant dans nombreux clubs algériens, il faut savoir qu'au Mouloudia ce phénomène connaît des proportions inquiétantes en l'absence de transparence dans le recrutement des joueurs.

M. M.

Ligue 2 Mobilis (4^e journée)

L'ASK rejoint le PAC et la JSMB en tête

L'AS KHROUB s'est hissé en tête du classement de la Ligue 2 Mobilis de football en battant le MC Saïda (1-0) en ouverture de la 4^e journée, entamée vendredi, au moment où l'USM Blida et le Paradou AC se sont neutralisés (1-1) dans le match au sommet de ce week-end. L'unique but de l'ASK a été inscrit par Boulainine (36'), alors que l'USMB a mené sur le même score jusqu'à la 90'+2, avant que le Paradou AC n'égalise sur penalty. Zerguine avait ouvert le score pour l'USMB dès la 16^e minute de jeu et c'est l'actuel meilleur buteur du PAC, Naïdji, qui a transformé le coup de pied de réparation à la 90'+3. Une douche froide pour le club blidéen qui avant cette égalisation occupait seul la tête du classement avec 9 points. Mais tenue finalement en échec (1-1), l'USMB rétrograde à la 4^e place, ex aequo avec la JSM Skikda, qui compte également sept points, au moment où l'ASK, le PAC et la JSM Béjaïa se partagent la première place avec 8 points chacun. Dans le bas du tableau, le RC Arbaâ et le nouveau promu, l'US Biskra, ont remporté leur première victoire de la saison, respectivement contre le MC El Eulma et la JSM Skikda, sur le même score d'un but à zéro. C'est Bouaïcha qui a offert ce précieux succès au RCA (4') grâce auquel il quitte provisoirement la dernière place du classement, alors qu'à Biskra, c'est Djaâbout qui a fait la différence, sur penalty à la 45'+1. La nouvelle lanterne rouge du championnat de Ligue 2 Mobilis, le GC Mascara de François Bracci, qui a été tenu en échec à domicile par le CRB Aïn Fekroun (0-0). De son côté, le WA Boufarik, qui restait sur une belle victoire chez le CA Bordj Bou Arréridj (1-0) au cours de la précédente journée est retombé dans ses travers en concédant un nouveau faux pas à domicile. Cette fois c'était contre la JSM Béjaïa, sur le score de zéro partout. Un résultat qui arrange beaucoup plus les affaires du club béjaoui, qui reste en tête du classement, ex aequo avec le PAC et l'ASK avec 8 points chacun. Enfin, Amel Boussaâda a battu l'ASO Chlef (1-0) grâce à un penalty de Abdelli à la 54^e minute et se donne un peu d'air. Cette 4^e journée sera clôturée samedi par le match ASM Oran - CA Bordj Bou Arréridj, entre le 11^e qui accueille le 6^e.

RÉSULTATS ET CLASSEMENT :

RCA- MCEE	1-0
USB-JSMS	1-0
WAB- JSMB	0-0
ABS -ASO	1-0
ASK- MCS	1-0
USMB -P AC	1-1
GCM- CRBAF	0-0

	Pts	J
1). Paradou AC	8	4
—). JSM Béjaïa	8	4
—). AS Khroub	8	4
4). JSM Skikda	7	4
—). USM Blida	7	4
6). CAB Bou Arréridj	6	3
—). WA Boufarik	6	4
8). ASO Chlef	5	4
9). Amel Boussaâda	4	4
—). US Biskra	4	4
11). ASM Oran	3	3
—). MC Saïda	3	4
—). MC El Eulma	3	4
—). CRB Aïn Fekroun	3	4
15). RC Arbaâ	2	4
16). GC Mascara	1	4

Equipe nationale

Hanni premier forfait ?

■ Il semblerait que l'attaquant du club belge d'Anderlecht, Sofiane Hanni, soit le premier joueur à déclarer forfait pour le stage qui précédera la première rencontre comptant pour les éliminatoires du Mondial 2018 de Russie face au Cameroun, le 9 octobre prochain au stade Mustapha-Tchaker de Blida.

Par Mahfoud M.

En effet, ce dernier s'est blessé au cours du dernier match disputé avec son club pour le compte de l'Europa League, jeudi soir, face à la formation française de l'AS Saint-Etienne. Le joueur a même subi des examens à l'hôpital où il a été retenu par précaution et ce, avant-hier. Le club belge ne précise néanmoins pas la nature de la blessure du buteur algérien, sorti en boitant et se tenant les adducteurs à la 75^e minute de la partie contre les Stéphanois. Hanni qui s'est imposé en force en ce début de saison avec son nouveau club d'Anderlecht après son transfert de Malins, et qui lui a même valu d'hériter du brassard de capitaine, n'est pas sûr d'être aligné ce soir lors du championnat belge dans le classico qui opposera son équipe à celle du Standard de Liège de Belfodil. «J'ai senti quelques douleurs à l'aîne, comme des débuts de contracture si bien que j'ai sollicité mon remplacement. C'était plus prudent», a expliqué le capitaine anderlchtois aux médias locaux.

«Maintenant, je fais tout faire pour être en mesure de tenir ma place dimanche à Sclessin. Un nouveau match-clé. Nous avons



Hanni manquera à l'EN face au Cameroun

des échéances qui tombent tous les trois jours si bien qu'il faut d'abord évacuer la déception qui est la nôtre après ce partage», a-t-il ajouté. Hanni est donc aussi incertain pour ce stage de l'EN et le match face au Cameroun et le coach Rajevac devra attendre l'évolution de son état de santé pour décider ou non de son remplacement pour ce stage. En outre, un autre problème inquiète

le coach national, c'est celui du défenseur du club tunisien de l'EST, Hicham Belkaroui, qui ne s'est pas remis à cent pour cent de sa blessure. Il a affirmé qu'il devra attendre son arrivée au stage pour voir son état, décider s'il devra rester ou quitter le stage et sera donc contraint à le remplacer.

M. M.

Ligue 1 Mobilis (6^e journée)

Le MCO intraitable, le CRB se relance

Le MC Oran s'est montré encore une fois intraitable à domicile en remportant son match comptant pour la 6^e journée de la Ligue 1 Mobilis face à l'USM El Harrach sur le score de (1/0) qui lui permet de rejoindre l'USMA provisoirement en tête. Les Hamraoua continuent donc à faire le plein à domicile au stade Ahmed-Zabana et s'imposent grâce à un but de Souibaâ inscrit à la 8^e minute de jeu donnant un avantage à son équipe que les Algérois n'ont pas pu remonter. Les Harrachis, eux, s'enlisent encore après cette défaite et sont vraiment dans une situation difficile en se conten-

tant pour le moment de trois nuls depuis l'entame de la saison. De son côté, le NA Hussein Dey a battu le CA Batna (2-0) au stade du 20-Août 1955, grâce à Gasmi (8') et Harrouche (88'). Les Sang et Or ont largement dominé les débats devant une formation du CAB qui a été handicapé par la sortie de Hadj Aïssa pour blessure dès la 8^e minute. Le Nasria, grâce à ce succès, remonte provisoirement sur le podium et confirme son retour en force. C'est cependant le CR Belouizdad qui a réussi la meilleure opération vendredi après-midi, en allant s'imposer (2-1) chez le DRB Tadjenanet,

pourtant réputé pour être très difficile à manier sur son terrain. Les Belouizdadis avaient commencé par mener (2-0), grâce à Rebih(36') et Bouchema (64'), avant que le DRBT ne réduise le score par le fraîchement incorporé, Nezouani, d'une belle tête à la 72^e minute. Même si le Chabab est encore loin du podium, il amorce pourtant son sauvetage et reste décidé à jouer les premiers rôles cette saison.

M.M.

Résultats partiels :

DRBT-CRB	1-2
NAHD-CAB	2-0
MCO-USMH	1-0

Handball/CAN-2016 (dames) préparation

La sélection nationale en stage à Alger

La sélection algérienne de handball (dames) a entamé vendredi un stage préparatoire à Alger qui s'étalera jusqu'au 4 octobre, en vue de la 22^e Coupe d'Afrique des nations CAN-2016 prévue en Angola (28 novembre-7 décembre), a annoncé la Fédération algérienne (FAHB). Après le stage d'Alger, les handballeuses algériennes enchaîneront avec un autre regroupement au Portugal de 4 au 14 octobre, à ajouté la FAHB. En vue de ces deux regroupements, l'entraîneur national Guernane Zoheir a fait appel à 24 joueuses, dont neuf évoluant dans les championnats français. A la CAN-2016, les Algériennes évolueront dans un groupe B assez difficile en compagnie de la Tunisie (tenante du titre), de l'Egypte, du Congo et de la Guinée. La poule B est composée quant à elle de l'Angola (pays hôte), la RD Congo (vice-champion-

ne d'Afrique), le Cameroun, le Sénégal, et la Côte d'Ivoire.

LISTE DES JOUEUSES CONVOQUÉES :

Boussora Fatma, Belouchrani Ferial, Ferraoune Souad, Djayet Ahlem, Bensalem Amina (HBC El Biar), Meslem Zineb, Djorfi Reikia (HHB Saida), Bechir Cylia, Azzi Sara (US Akbou), Benabi Sara, Haimer Fatiha (GS Pétroliers), Benfoughal Oumeïma (FS Constantine), Zouaoui Sylia (JS Awzlaguen), Kemiti Ikram (HBCF Arzew), Benaaziez Aïcha (OJS Constantine), Haouam Dounia (Union Sportive Alforville N1 /France), Hadi Leïla, Kassouh Jena (Yutz - D2/France), Boudjellal Amina, Titou Souad (Bergerac - N1/France), Souli Najah, Hamissi Sihem (St Etienne Andresieux N1/France), Merad Ines (Chambray - D2/France), Tizi Nabila (Brest Bretagne Handball LFH/France). Entraîneur : Guernane Zoheir.

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Pénétrante autoroutière reliant l'autoroute Est-Ouest à Béjaïa

Visite du wali et levée d'obstacles

LE PROJET de réalisation de l'échangeur des Quatre chemins qui était à l'arrêt jusqu'à l'année dernière avant de reprendre de plus belle, connaît un avancement satisfaisant après la levée de plusieurs contraintes, notamment le transfert de différents réseaux se trouvant sur le tracé du chantier, a souligné la cellule de communication après la visite du wali effectuée mardi dernier sur le terrain pour inspecter la réalisation de plusieurs projets. Le projet est composé de 7 ouvrages et le wali a instruit le président de l'APC de Béjaïa afin de procéder aux démolitions des locaux situés sous les échangeurs. Les commerçants en activité sur ces lieux seront délocalisés vers un autre site au centre-ville choisi à cet effet. Ce projet a rencontré d'énormes problèmes dus aux multiples réseaux existants (6 câbles électriques de haut voltage, un oléoduc, un réseau d'assainissement, un autre réseau d'AEP en plus des câbles téléphoniques). Plusieurs réunions ont été tenues pour régler tous ces problèmes. Lors de son déplacement sur le terrain, le chef de l'exécutif a inspecté les travaux d'aménagement des gorges de Kherrata, quatrième projet structurant et important dont a bénéficié la wilaya de Béjaïa. Les travaux avancent de manière «très appréciable aussi». La réalisation de la deuxième tranche des tunnels va être entamée très bientôt. L'opération de traitement des glissements de terrain sur la RN24 a été entamée au niveau de dix points. Les travaux de «cette importante opération» avancent très bien. Le traitement se fait avec une technique très moderne, qui pourrait être un cas à étudier à l'université et faire profiter les étudiants spécialisés dans ce domaine. «Le wali qui a eu à visiter les sites concernés par ces glissements de terrain, notamment le long de la côte de Béjaïa, depuis les frontières de la wilaya de Jijel vers Béni K'sila par voie aérienne a instruit le DTP afin d'effectuer des études de sols pour déterminer la nature du terrain et prévoir par la suite quel type de travaux à effectuer», souligne la même source. En marge du coup d'envoi de la nouvelle année dans le secteur de la formation professionnelle, le premier responsable de la wilaya a tenu à rassurer les citoyens de la wilaya de Béjaïa que «les travaux de la réalisation de la bretelle autoroutière devant relier Ahnif à Béjaïa, avancent très bien». «La livraison du premier tronçon Ahnif-Ouzellaguen, prévue initialement pour le 20 août passé a été reportée pour de multiples raisons purement techniques; la wilaya de Béjaïa est connue pour son relief très difficile. L'entreprise chargée de réaliser ce méga projet s'est heurtée à un terrain accidenté. Après les multiples réunions de travail tenues avec tous les intervenants dans la réalisation de ce projet, et qui ont été suivies par des sorties sur terrain, toutes les contraintes et les obstacles ont été levés définitivement», souligne-t-on. «Le tracé est actuellement net et sans problèmes», ajoute-t-on. Ce projet est un atout très important pour l'économie de la wilaya, il aura des conséquences très positives sur son développement dès son inauguration. «Le gouvernement accorde un intérêt très particulier à ce projet et un suivi très rigoureux sur l'état d'avancement du projet», fait-on remarquer. Il faut souligner que des travaux de transfert de la conduite principale reliant le barrage de Tichi-Haf à Béjaïa vont être effectués à partir de mardi sur une durée de trois jours au niveau de Takarietz. L'alimentation en eau potable sera perturbée dans plusieurs communes, notamment à Sidi-Aïch, Amizour, El-Kseur, Oued-Ghir et Béjaïa. Ces communes seront sur la base d'un programme en plages horaires et en alternance durant les trois jours, a annoncé l'Algérienne des eaux avant-hier. A noter que le chef de l'exécutif avait inauguré lors de ses déplacements une agence postale au niveau de la commune d'Aokas «20- Août 1956».

Hocine Cherfa

Lycée technique d'Akbou

Grève des élèves en soutien à leurs camarades exclus

LES ÉLÈVES du lycée technique de Guendouza à Akbou sont en grève depuis plus d'une semaine. Le refus opposé à leurs camarades ayant échoué au Bac l'an dernier de refaire l'année au sein de l'établissement et d'avoir une chance pour refaire le Bac en candidat scolarisés a poussé les élèves à se révolter et faire grève pour les soutenir et inciter le conseil d'administration de l'école à les reprendre. Suite à quoi l'association des parents d'élèves de l'établissement a décidé d'agir

afin de mettre fin à la grève et permettre aux élèves de reprendre leurs cours. Elle a organisé avant-hier une assemblée générale pour discuter de ce problème. Une réunion à laquelle ont pris part les enseignants et les responsables de l'établissement. Il s'agissait pour les parents d'élèves de trouver une solution consensuelle avec l'administration et les enseignants afin de réintégrer le maximum d'élèves et mettre fin au mécontentement des lycéens.

H. C.

FRANCE

L'INQUIÉTANTE MONTÉE DU FRONT NATIONAL



LOUIS

Djalou@hotmail.com

53^e anniversaire de la création du FFS/ Meeting de Bouchafa à Tizi Ouzou

«Nous ne pouvons sortir de la crise que par le consensus national»

■ Le premier secrétaire national du Front des forces socialistes (FFS), Abdelmalek Bouchafa a une nouvelle fois prôné la solution politique basée sur un consensus national comme seul moyen de sortie de crise que traverse l'Algérie marquée par l'érosion du pouvoir d'achat du citoyen, la dévaluation de la monnaie nationale et la hausse du chômage.

Par Hamid M.

Bouchafa, qui présidait un meeting à Tizi Ouzou pour la célébration du 53^e anniversaire de la création de son parti, a soutenu que sans un dialogue national en vue de construire le consensus, le pays ne risque pas de sortir de sa crise en affirmant qu'il n'y a pas de solution autre que celle-ci hormis par «la destruction et l'anarchie». Le responsable du FFS n'a pas manqué de rappeler le contexte au plan régional marqué notamment par la situation chaotique en Libye pour avertir quant à la nécessité de la mobilisation de toutes et tous pour imposer un changement radical par la voie pacifique visant à l'instauration de la démocratie et toutes les libertés dans le pays.

Par la même occasion, Bouchafa a appelé à la réhabilitation de la pratique politique dans notre pays tout en soulignant que le FFS ne veut rester en marge de sa société dans ce combat pour imposer la légalité populaire et ce changement pacifique et démocratique par un dialogue national. Au passa-



ge, le premier secrétaire national n'a pas manqué de critiquer les lois dictées par la conjoncture économique du pays en les qualifiant d'antisociales. Pour lui, le FFS continuera de militer contre le désespoir semé dans la société en soutenant que «nous n'avons pas de pays de rechange» et que malgré le caractère difficile de la crise que connaît l'Algérie, la sortie de cette épreuve reste possible. A noter que l'ombre du chef historique du FFS, feu Hocine Aït Ahmed, a

plané dans la salle tout au long du meeting auquel ont pris part plusieurs fédérations d'autres wilayas dont leurs représentants lui ont tour à tour rendu hommage, à l'instar des dirigeants du parti qui ont pris la parole à l'occasion. Des anciens militants du FFS de 1963 étaient également nombreux à être présents à cette célébration de l'anniversaire de la création du plus vieux parti de l'opposition.

H. M.